

Pour le GCA (2S) Jean-Claude THOMANN la résurgence éventuelle d'un combat de haute intensité, qu'il n'envisage pas à nos frontières, ne remet pas fondamentalement en cause notre outil militaire, qu'il faut toutefois bien évidemment faire évoluer.

L'évolution des conflictualités dans le monde génère beaucoup d'inquiétude chez nos experts militaires car les Européens, nourris au lait des dividendes de la paix, ne semblent guère aptes à affronter des épreuves rappelant celles que leurs aînés de la première moitié du XX^e siècle ont connues, avec l'engagement dans une « *guerre totale* », mobilisant toutes les ressources de la Nation et caractérisée par l'importance colossale des pertes humaines, matérielles et des destructions.

Pourtant, fondées sur le durcissement continu des affrontements, sur les ambitions croissantes d'un certain nombre d'États dans le monde qui « *réarmement* » sans compter et sur le développement prévisible de technologies augmentant les dimensions du futur champ de bataille (cyber, espace, milieu sous-marin, drones armés) et concomitamment les capacités de destruction ciblées, les analyses convergent pour indiquer que nous entrons dans une nouvelle ère de conflictualités aux développements imprévisibles.

C'est donc bien dans ce cadre qu'il faut inscrire la réflexion sur la nécessité de préparer nos forces et subséquemment notre pays à des conflits dits de haute intensité par opposition à nos engagements récents, caractérisés eux par une asymétrie permettant au différentiel technologique en notre faveur d'imposer tactiquement notre volonté en limitant les effectifs à mettre en œuvre, avec un minimum de pertes humaines et matérielles et en usant de modes d'action réduisant l'emploi de la violence armée en allant parfois jusqu'à privilégier une « *démonstration de force* » devenue un mode d'action en soi.

Le constat est clair : face aux menaces émergentes ou déjà avérées et au changement de paradigme en cours pour les opérations terrestres, notre actuel outil de projection de force et d'intervention armée, pour performant et efficace qu'il soit, doit évoluer pour mieux prendre en compte le désormais inéluctable durcissement des conflits dans lesquels il pourrait être engagé.

Sur le plan technique, les principales questions concernent pour l'armée de terre la révision du dimensionnement de ses capacités de manœuvre, de feu et de soutien, générant probablement des rééquilibrages et un réexamen des priorités au sein de et entre ces différentes fonctions opérationnelles.

En effet, notre armée, organisée en corps expéditionnaire, privilégie la modularité et une extrême flexibilité dans l'emploi de moyens qui mettent l'accent sur la mobilité et la capacité de manœuvre de petites unités opérationnelles au détriment de la puissance de feu et de l'effet de masse que confèrent une artillerie étoffée et un important parc de blindés lourds.

À ce déficit capacitaire, il faut également adjoindre un déficit en moyens de défense sol-air qui avait été rendu acceptable par le caractère asymétrique de la plupart de nos engagements,

induisant une absence de menace aérienne, absence plus qu'improbable dans le cadre d'affrontements de haute intensité. Enfin, tout l'art de la guerre se fonde sur des capacités logistiques adaptées au format des forces et à la nature de l'engagement : point n'est besoin d'être grand clerc pour constater qu'en la matière nos capacités seraient plus que sérieusement à corriger, qu'il s'agisse entre autres de l'étendue de nos stocks de munitions ou des capacités du Service de Santé de gérer les afflux massifs de blessés que présuppose un combat de haute intensité.

Notons au passage que les besoins en puissance de feu pour la haute intensité peuvent faire resurgir la question du nucléaire tactique, surtout si, alors qu'on assiste à une prolifération des armes nucléaires, certains États n'hésitent pas à menacer d'en faire usage. Nous avons dans ce domaine un savoir-faire technique, qu'il serait relativement aisé de remettre en œuvre, si d'aventure nous y étions contraints par des prévisions de rapports de force trop défavorables.

Ainsi des arbitrages délicats devront selon toute vraisemblance s'effectuer au niveau de ressources budgétaires constant, ou au mieux en légère augmentation, du moins tant qu'une menace existentielle prochaine et perçue comme inéluctable ne sera pas là pour rappeler au Politique et à la Nation la nécessité d'un effort résolu pour faire face : notre Histoire est malheureusement là pour en témoigner, ce qui, au demeurant, doit convaincre les chefs militaires de continuer sans relâche à mettre les autorités politiques devant leurs responsabilités.

Ils devront aussi veiller à ce que ne soit pas jetée l'eau du bain avec le bébé, en d'autres termes à ce que les capacités conséquentes réalisées à ce jour pour un certain mode d'intervention ne soient pas bradées au profit de la nouvelle *doxa* de la haute intensité. Comme toujours en France où l'extrémisme cartésien et le dogmatisme conduisent à privilégier le concept sur les réalités, nombreux seront les adeptes de la « *nouvelle pensée* », prêts à détruire un acquis validé au profit de chimères plus ou moins réalisables.

Faut-il rappeler que, dans un passé récent et à la fin du « *monolithisme* » de masse généré par la guerre froide, la nécessité de recourir à la modularité pour exploiter au mieux une ressource opérationnelle professionnalisée rare et coûteuse dans des conflits de basse ou très basse intensité a conduit certains « *penseurs innovants* » à proposer de décliner de manière totalement excessive, voire délirante, cette modularité. Si ces élans ont pu, en phase initiale, être maîtrisés par les tenants du bon sens, il n'en reste pas moins qu'ils ont laissé des traces et conduit lentement mais sûrement sous la pression des contraintes budgétaires et de la mode de l'innovation à la mise au rencart de l'unité de commandement et à une organisation rompant le lien organique entre les forces et leur soutien, toutes choses dont on peut mesurer aujourd'hui objectivement l'inefficacité, voire la dangerosité.

Mais si on s'inscrit dans le cadre d'une révision raisonnée et raisonnable du modèle terre actuel, doivent être posées un certain nombre de questions fondamentales qui précèdent les solutions techniques à adopter.

La première de ces questions, la plus décisive, est celle du niveau de nos ambitions opérationnelles pour les forces terrestres : une évolution plus ou moins marquée certes, mais pour quoi faire, contre qui et avec qui ?

Si on considère que toute atteinte à nos intérêts vitaux sur le territoire national par l'emploi direct d'une force armée étrangère est exclue du fait de notre dissuasion nucléaire, dogme qui ne paraît pas devoir être remis en cause à moyen et même long terme compte tenu de son rapport coût-efficacité sans concurrence, dans quel contexte et sur quels théâtres envisage-t-on d'engager nos forces terrestres ? On reste en fait a priori dans une perspective de projection plus ou moins lointaine de forces, fussent-elles durcies et plus « *musclées* » qu'actuellement. Car les grandes et massives chevauchées de nos frontières à la trouée de FULDA chères à notre ex-1^{re} Armée appartiennent selon toute vraisemblance au passé même si nombre d'enseignements de ce type d'engagement peuvent être retenus pour la conception des modes d'action futurs.

Toutefois, en matière de dissuasion et dans le cas très spécifique de notre pays, nous devons faire face à une problématique particulière qui conjugue impératif de défense du territoire et capacité de projection de forces : il s'agit de la défense de nos territoires ultramarins. Bien que ressortant de nos intérêts vitaux, sont-ils couverts par notre dissuasion nucléaire avec la même « *intensité* » que le territoire métropolitain ? C'est un sujet délicat mais qui ne doit pas être esquivé parce qu'il présente une possibilité certaine d'occurrence à moyen terme et peut être un facteur déterminant pour définir nos capacités d'action futures. En effet la logique voudrait que si, en cas d'attaque d'un ou plusieurs de ces territoires, on hausse le seuil de la riposte nucléaire par rapport à celui du territoire métropolitain, on en déduise la nécessité d'un engagement conventionnel préalable permettant de faire réellement face à l'agression et de l'annihiler. On reste bien alors dans une capacité de projection de forces pour la défense d'un espace restreint qui, quoique musclée, paraît à la mesure de nos capacités nationales potentielles.

Dans le même ordre de questionnement, peut-on, hors impératif de défense de nos territoires d'outre-mer, définir une zone d'engagement plus probable qu'une autre et avec quelles caractéristiques ?

Dans le contexte actuel, les lisières Est et Sud-Est de l'Europe, étendues aux rives du Moyen-Orient, et le bassin méditerranéen de manière globale sont certainement un sujet de préoccupation majeure. Dans cette zone, la probabilité d'engagements symétriques de haute intensité est suffisamment élevée pour justifier pleinement une révision de nos capacités terrestres orientées sur leur durcissement, voire leur renforcement quantitatif. Il reste à définir quelle devrait être notre participation à un engagement qui ne pourrait être que le fait d'une coalition compte tenu des capacités de l'adversaire potentiel et des conditions géopolitiques de cette zone très sensible. C'est bien à l'aune de ce théâtre d'opérations qu'il semble nécessaire d'évaluer en priorité nos besoins qualitatifs comme quantitatifs en matière de forces terrestres.

Par ailleurs continuera à se poser la problématique de nos interventions en Afrique subsaharienne, région dont, pour de multiples raisons, nous ne pouvons pas nous désintéresser. À moyen comme sans doute à long terme, nous y resterons, au minimum comme nation-cadre, dans un contexte d'engagements asymétriques, même si les contournements de notre puissance par le terrorisme ou l'emploi à faible échelle d'armes performantes pourront, comme c'est déjà le cas aujourd'hui, limiter l'impact de nos actions armées ou mettre en danger localement certaines de nos unités. Les capacités liées à la haute

intensité ne paraissent donc pas vraiment décisives à l'horizon visible pour nos interventions dans ces régions du continent africain, même si leur acquisition permettrait d'accentuer la supériorité opérationnelle dont nous bénéficions actuellement.

Enfin, aucune hypothèse ne devant être exclue tant les surprises stratégiques nous commandent de prévoir l'imprévisible, demeure un champ des plus vastes, théâtre actuel comme potentiel de multiples conflits de dimensions variables et dans lesquels nos intérêts stratégiques pourraient justifier une action autre que diplomatique ou économique de notre part, ou, si elle existe un jour, d'une Europe de la Défense dans laquelle nous jouerions un rôle majeur : il s'agit bien du reste du monde au sens le plus large, des pôles aux continents asiatique et américain. Dans tous les cas, pour les forces terrestres, nous serions encore dans une logique de projection, génératrice en elle-même de nombreuses limites capacitaires et induisant obligatoirement une action armée en coalition, ce qui laisse un assez grand degré d'appréciation sur le niveau d'engagement auquel il faudrait consentir au regard de nos intérêts et donc sur le format de forces dont il faudrait disposer pour influencer ou non sur le déroulement des opérations.

Pour conclure ce tour d'horizon des plus sommaires, il apparaît nettement qu'à l'exception de nos territoires ultramarins tous nos engagements terrestres futurs devraient s'effectuer dans le cadre de coalitions, pour en assurer entre autres la légitimité dès lors qu'ils ne ressortent pas de nos intérêts vitaux. Or la « *mort cérébrale* » de l'OTAN, pour durable qu'elle soit, et les balbutiements de l'Europe de la Défense, dont la gestation risque bien de durer encore quelques décennies sauf menace directe provoquant un incontournable besoin d'unité militaire pour les États européens, laissent entrevoir que c'est dans le cadre de coalitions *ad hoc* que pourront s'effectuer de futures opérations terrestres de haute intensité. Ceci posera inéluctablement la question de savoir si de telles coalitions sont capables de frapper vite et fort dès lors qu'une menace directe et sans ambiguïté est décelée. Il s'agit là d'une interrogation majeure dans le contexte des sociétés démocratiques occidentales.

En effet, cette évolution vers l'aptitude à la haute intensité ne devra pas éluder les écueils, beaucoup moins maîtrisables que la réalisation de capacités budgétaires ou matérielles, qu'induisent les caractéristiques de notre société occidentale actuelle. Dans celle-ci, la psychologie collective et individuelle, l'omniprésence médiatique et l'influence croissante des réseaux sociaux, l'évolution des référentiels de valeurs, l'attitude devant la mort sont autant d'obstacles pour l'acceptation des conséquences d'affrontements de haute intensité, marqués inéluctablement par l'importance des pertes humaines et matérielles ainsi que l'ampleur des destructions.

Dans un tel contexte, le recours, à la conscription pour accroître la « *masse de manœuvre* » de nos forces, ne peut qu'augmenter les difficultés inhérentes à la gestion de conflits de haute intensité hors de notre territoire. Même si on peut regretter que notre outil de défense ne mobilise en fait que moins de 0,4 % de notre capital démographique national, force est de constater que cette faible empreinte est une des raisons essentielles pour lesquelles l'engagement de nos forces à un excellent taux d'acceptabilité dans la population. Cette acceptabilité serait certainement remise en cause pour des affrontements de haute intensité mais à un degré bien moindre que s'il s'agissait d'enregistrer des pertes humaines importantes

affectant des conscrits.

In fine, quelles que soient les options retenues pour mieux préparer nos capacités d'action militaire au retour de la haute intensité, voire de la guerre, une clé fondamentale pour la réussite de la transformation à conduire réside dans tout ce qui ressort des « *forces morales* ». Dans ce domaine, dont tous les historiens soulignent l'importance incontournable pour l'obtention de la victoire ou du « *succès des armes* », et sans considération de tout ce qui est à entreprendre pour donner à la Nation la résilience indispensable, l'accent devrait être mis sur la capacité des forces à encaisser des chocs majeurs, à gérer pertes humaines et matérielles sans dévier de l'objectif fixé et à poursuivre le combat en mode dégradé dès lors que les outils de la technologie seront défaillants ou neutralisés.

C'est bien là un très vaste programme pour la préparation opérationnelle des unités et de leurs chefs ainsi que des PC qui, sur le plan psychologique, vont avoir à maîtriser un univers des plus « *inhumains* », en décalage complet avec les tendances profondes de la société civile à laquelle ils appartiennent. Au-delà des débats sur l'évolution du format et de la nature de nos forces, il s'agit bien là du défi prioritaire et de la « *mère de nos futures capacités opérationnelles*. »

Ainsi peut-on considérer que l'évolution des conflictualités dans lesquelles nous pourrions être engagés à court comme à moyen ou long terme nécessite un renforcement et un durcissement de nos capacités d'action terrestre. Mais à l'exclusion de notre territoire ultramarin et concernant les potentialités d'action de forces terrestres, ces conflictualités, pour graves qu'elles puissent être, ne devraient pas *stricto sensu* affecter nos intérêts vitaux qui restent couverts par la dissuasion nucléaire. Ce n'est donc pas dans un contexte de mobilisation générale de la Nation et de retour à la conscription qu'il faut inscrire nos actions terrestres futures.

Cependant, compte tenu des risques encourus lors des engagements de haute intensité, dans un environnement sociétal et politique marqué par la sacralisation du principe de précaution et la versatilité des opinions publiques, toute participation à des combats de haute intensité sera une épreuve redoutable pour les autorités politiques qui devront assumer pertes et destructions. Alors que l'action de force en coalition est toujours des plus complexes, cela imposera à nos forces terrestres d'être capables de frapper fort d'emblée et de rechercher la décision du niveau tactique sans dilapider un temps précieux politiquement par des délais de montée en puissance ou de manœuvres préparatoires prohibitifs pour obtenir l'acceptation publique de ces engagements. Il s'agit donc bien, compte tenu de nos limites en matière de réserves humaines et matérielles, de mettre au point un outil d'intervention musclé mais dont l'usage opérationnel ne peut être que limité et circonscrit dans une durée relativement courte.

Tout concourt donc à montrer qu'une évolution de la nature, voire du format de nos forces terrestres est certes nécessaire, mais qu'il ne s'agit pas d'une révolution mettant fondamentalement en cause le modèle actuel comme l'a pu être en son temps le passage de notre corps de bataille à une force de projection. Le défi est bien de conserver des capacités de projection tout en se dotant de moyens et d'une doctrine qui, par leur nature, peuvent rappeler ce qui faisait jadis la puissance de notre corps blindé-mécanisé.